

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES
POPULATIONS

ARRETE MODIFICATIF

portant réglementation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service Prévention des risques
environnementaux
N°IC 2003/4288
MTB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;

VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 07 février 2005 , modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2005, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « Madame Eliane THEPAUT », l'autorisant à exploiter en ANDEL au lieu-dit « Les Villes Maries » un élevage avicole de 72 000 animaux équivalents en présence simultanée répartis comme suite : 11 500 dindes futures reproductrices ou 24 000 dindes de chair, sous réserve que la rotation des productions permette de limiter la production d'azote à 10 320 unités par an;

VU la demande présentée le 31 juillet 2009 par l'installation classée «**THEFAUT Eliane** », sise « Les Villes Maries » en ANDEL, en vue de la mise à jour de la gestion des effluents avec un nouveau contrat de reprise en annexe de l'élevage avicole autorisé le 13 octobre 2005 de 72 000 animaux équivalents (11 500 dindes futures reproductrices ou 24 000 dindes de chair), avec autorisation d'exploiter les poulaillers en multiproduction afin de faire face à différentes situations sanitaires ou de marché , à ANDEL au lieu-dit « Les Villes Maries » (Section ZH n° 96);

VU les plans et documents annexés à cette demande ;

VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 13 janvier 2011;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 4 février 2011 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans les bassins versants du Gouessant et du Ninian ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de LAMBALLE, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12 500 UN et le plafond d'épandage est de 60 ha;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une demande d'autorisation d'exploiter pour plusieurs espèces de volailles, selon les situations sanitaires ou de marché ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire souhaite mettre à jour la gestion des déjections issues de l'exploitation ;

CONSIDERANT que l'exploitante présente dans son dossier le nouveau calcul de sa production d'azote ainsi qu'un contrat de reprise de fumier brut qui sera ensuite destiné à être composté par les établissements HUON ;

CONSIDERANT que Madame THEFAUT ne souhaite pas réaliser sur son exploitation d'ouvrage de stockage de fumier ;

CONSIDERANT que la reprise des fumiers destinés à être compostés par les établissements HUON sera réalisée directement à la vidange des poulaillers ;

CONSIDERANT que la production d'azote organique de l'installation sera de :

- avec les dindes futures reproductrices

10 819 UN et 15 456 UP2O5

9 100 UN et 13 000 UP2O5 seront reprises et commercialisées en engrais organique par les établissements HUON

1719 UN et 2456 UP2O5 restent à épandre chez le pétitionnaire

- avec les dindes médium

11 509 UN et 12 067 UP2O5

9200 UN et 9 646 UP2O5 seront reprises et commercialisées en engrais organique par les établissements HUON

2309 UN et 2421 UP2O5 restent à épandre chez le pétitionnaire

CONSIDERANT la baisse des quantités d'azote épandues.

CONSIDERANT que dans le contrat de reprise signé entre le pétitionnaire et les établissements HUON, l'ensemble des fumiers issus de l'exploitation de Madame THEFAUT et qui sont destinés à être compostés par les établissement HUON seront ensuite transférés dans des cantons dont la charge est inférieure à 140 UN/Ha alors même que l'exploitation de Madame THEFAUT n'est pas soumise à l'obligation de traitement;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2005, sont modifiées comme suit :

1.1. – Madame THEFAUT Eliane, ci-après dénommé l'éleveur, demeurant à ANDEL au lieu dit "Les Villes Maries" est autorisée à exploiter à cette adresse (Section ZH, parcelle n° 110), conformément aux plans et mémoire annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 58 500 animaux équivalents en présence simultanée, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 11 509 unités par an.

1.2 - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n°2111-1 de la nomenclature la pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et de celles définies ci-après

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes).

Les dispositions de l'article 2^{ème} de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2005, sont modifiées comme suit :

2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.1.1. - La surface totale des poulaillers ne devra pas dépasser 2 500 m².

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel du (des) poulailler(s) entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du(des) poulailler(s), seront collectées et traitées.

Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation du(des) poulailler(s) et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

ARTICLE 3 - Reprise de fumiers brut - Traçabilité

Les dispositions de l'article 3^{ème} de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2005, sont modifiées comme suit :

Une convention est établie avec une société prestataire de service, qui assure la reprise vers une installation classée 2780 de :

- 305 tonnes de fumiers brut par an correspondant à 9 100 unités d'azote dans le cadre d'une production de dindes futures repro sur l'exploitation.
- 300 tonnes de fumiers brut par an correspondant à 9 200 unités d'azote dans le cadre d'une production de dindes de chairs médium sur l'exploitation.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m³, la désignation du - transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

ARTICLE 4 - Prescriptions particulières concernant le stockage des fumiers brut destinés à être repris par une société prestataire de service :

Les dispositions de l'article 4^{me} de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2005, sont modifiées comme suit :

Le fumier brut destiné à être repris par un prestataire de service en vue d'être composté ne peut pas être stocké dans le milieu extérieur (site d'exploitation et parcelles de terres) et doit être repris à la vidange du poulailler par la société prestataire de service.

ARTICLE 5 – MTD

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 6 – Résorption : 9 100 unités par transfert (dindes futures repros)

9 200 unités par transfert (dindes médium).

ARTICLE 7 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 13 octobre 2005 restent inchangées.

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées, notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives municipales de ANDEL pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de ANDEL pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

ARTICLE 9 -« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

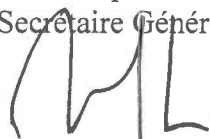
« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de ANDEL, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le 16 FEV. 2011

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Philippe de Gestas-Lespéroux

